

FREDIANO SESSI*

CRIMINELS PAR PROCURATION? SUR L'AUTO-ADMINISTRATION
DES DÉTENUS DANS LES *LAGER*

Au cours de l'été 1944, devant une assemblée de généraux, Himmler décrit ainsi l'état et le rôle des « prisonniers policiers » des Lager :

Ces politiques et délinquants allemands, environ 40 000 hommes... sont mes « subalternes » dans la société concentrationnaire. Nous avons délégué le pouvoir... à ceux que nous pourrions appeler les Kapos. Certains sont responsables de 30, 40, voire 100 internés. Dès le moment où un prisonnier est nommé Kapo, il ne dort plus avec ses compagnons d'infortune. Il est responsable de l'exécution des travaux assignés, il doit veiller à ce qu'aucun sabotage ne soit perpétré, et faire en sorte que les détenus soient en ordre et que les lits soient bien faits... En d'autres termes tenir ses hommes sous sa coupe. Mais dès que nous ne sommes plus satisfaits de son travail, il n'est plus Kapo et il retourne dormir avec les autres déportés. On sait ainsi qu'il sera tué dès la première nuit... Puisque nous n'avons pas un nombre suffisant d'Allemands à notre disposition, on s'arrangera bien avec des Français, des Polonais et des Russes... de manière à monter une nation contre l'autre¹.

Si nous analysons attentivement ces affirmations, pour les extrapoler à un discours plus général, nous découvrons d'emblée quelques aspects de la délégation de pouvoir donnée aux prisonniers des camps qui étaient appelés à surveiller, organiser, commander et punir les autres prisonniers : la dépendance absolue aux SS et la précarité du rôle toujours soumis à l'éventuelle réintégration dans la condition de détenu ordinaire. Le caractère avant tout racial de la charge (quand c'est possible, c'est un Allemand qui aura la préférence), auquel s'ajoute l'aspect social du choix : on privilégie les criminels de droit commun même si la Gestapo distribuait souvent les charges de manière arbitraire. Enfin, et toujours dans le cadre de la classification raciale, le choix sur base du pays, pour faire éventuellement monter d'un cran l'animosité entre les diverses nationalités, tendance déjà très répandue au sein de la société

* Auteur, éditeur à Mantova (Italie)

concentrationnaire, et alimenter la lutte acharnée pour la survie entre les victimes. Comme le rappelle Wolfgang Sofsky, « l' "autoadministration" des détenus n'amoindriait pas le pouvoir [des SS à l'intérieur des camps], mais l'augmentait par l'organisation et la délégation². » Les affirmations de Himmler correspondaient-elles à la réalité des faits, ou reprenaient-elles simplement les lignes générales d'un choix, aux seules fins de démontrer les succès du Reich dans tous les secteurs de la société ?

1. DACHAU, LE DÉBUT DU PROCESSUS DE DÉLÉGATION

Sur le plan purement organisationnel, pour comprendre l'origine du processus de délégation de pouvoir, il faut remonter au premier grand camp de concentration créé quelques mois après l'avènement au pouvoir de Hitler, en mars 1933, tout près de Munich, à Dachau³. Destiné à la Bavière et expression du régime de terreur et de cruauté que Himmler, alors chef de la police de Munich, avait l'intention d'instaurer dans la région, le camp de Dachau fut tout de suite prévu pour accueillir 5 000 détenus politiques. Dès le 13 avril, comme l'attestent les documents d'archives, les nazis y incarcérèrent 5 400 personnes en état de « détention préventive ». À l'issue d'une période de rééducation, 1 630 prisonniers furent remis en liberté et il resta 3 770 prisonniers destinés à l'agrandissement du camp : entre les premiers bâtiments, la prison punitive, le « Bunker », comme on l'a baptisé, et d'autres bâtiments dans l'enceinte. Le 10 avril, le camp fut placé sous le contrôle des SS et devient un camp d'État. L'*Oberführer* SS van Malsen-Ponickau, qui commandait la première compagnie de la garde, déclara entre autres à cette occasion que « si quelqu'un d'entre vous croit que dans ces murs seront enfermés des êtres humains comme nous, qu'il sorte immédiatement des rangs et fasse un pas sur la gauche », parce que les détenus « n'ont d'humain que l'apparence⁴. »

En quelques mois, le commando fut confié à l'*Oberführer* SS Theodor Eicke qui dotera le camp de concentration de Dachau d'une structure organisationnelle devenant rapidement le modèle de tous les autres camps nazis⁵. À ce moment-là, la structure organisationnelle était le produit de la distribution des détenus dans dix baraquements de cinq chambres chacun. Si les effectifs de prisonniers étaient au complet, la chambrée comptait cinquante-quatre prisonniers commandés par un « caporal » ; tandis que la totalité du baraquement constituait une véritable « compagnie » sous le commandement d'un « adjudant » (*Feldwebel*) et d'un sous-officier SS. Pour le rôle de « caporal » et « adjudant », on choisissait des détenus politiques parce que dans cette première phase, les prisonniers politiques étaient majoritairement des Allemands et surtout des opposants au régime. La fonction la plus haute assumée par un détenu était celle de « aide de travail » (*Arbeitsfeldwebel*), poste attribué au communiste Josef Zauner jusqu'au 2 août 1933, où il fut remplacé par Karl Kapp⁶.

2. LE MODÈLE ORGANISATIONNEL DU CAMP ET LES DÉTENUS PRIVILÉGIÉS

Pour comprendre comment se répartissaient les pouvoirs au sein des détenus, il faut se souvenir brièvement de ce que furent les départements dans lesquels étaient répartis les pouvoirs et les devoirs à l'intérieur d'un camp de concentration nazi⁷. Le département I constituait le commandement du camp (*Abteilung I, Kommandantur*), lui-même subdivisé en deux sections : la Ia qui était le siège du commandant SS, avec le tribunal du camp et la police du Lager ; la Ib qui, outre le fait de garantir les moyens de subsistance du camp, en organisait les tours de surveillance et le bureau de poste. Le département II était le siège du contrôle politique (*Abteilung II, Politische Abt.*). Dans la pratique, on le confiait à une cellule de la Police de Sécurité (*Sipo-Sicherheitspolizei*) et au service de sécurité des SS (*SD-SS-Sicherheit*). Le personnel de ce département, bien que subordonné au commandant du camp, dépendait directement du RSHA, le bureau central de la sécurité du Reich⁸. Les unités organisationnelles de ce département étaient les suivantes : la section juridique qui s'occupait aussi de l'internement et de la relaxe des détenus ; le bureau d'acceptation et d'incarcération ; la section planification, enregistrement et organisation qui rassemblait les archives des documents des détenus ; le bureau d'état civil qui produisait les actes de décès et exerçait un contrôle sur les fours crématoires ; la police scientifique ; la section enquêtes et interrogatoires et la section de surveillance qui avait pour tâche d'instaurer un réseau d'espions et de confidentes parmi les prisonniers. Un large éventail de pouvoirs qui allaient du contrôle des autorités administratives du Lager à celui de pouvoir absolu sur les prisonniers.

Le département III, le camp de prisonniers (*Abteilung III, Schutzhaft*) était sensé résoudre toutes les questions concernant les prisonniers détenus. Après avril 1942, une section IIIa fut ajoutée à ce département et elle devait s'occuper de la mise au travail de tous les prisonniers estimés aptes. De toute évidence, outre l'organisation des équipes de travail, elle en assurait aussi la surveillance. Il est intéressant de noter qu'à la tête de ce département III, se trouvait le directeur du Lager (*SS-Lagerführer*), avec les vice-directeurs respectifs et les officiers de rapport (*Rapportführer*) qui avaient entre autres fonctions celle de contrôler les numéros de prisonniers pendant l'appel. Venait ensuite le chef de bloc (*Blockführer*⁹) qui correspondait à la tâche la plus basse des SS du département auquel était dévolue la tâche de surveillance des détenus dans les baraquements et les blocs d'habitation. Dans la section IIIa, dédiée à la mise au travail, les responsables SS des équipes de travail étaient les *Kommandoführer*¹⁰. À la tête de ce secteur se trouvait le *Arbeitseinsatzführer*, généralement choisi parmi les officiers supérieurs SS.

Le département IV, département administratif (*Abteilung IV Verwaltung*) était de loin la section la plus complexe de l'organisation du Lager. En plus des nombreux secrétaires qu'il occupait, le directeur de ce secteur (*Leiter der Abteilung Verwaltung*), un officier supérieur SS, disposait des services suivants : l'approvisionnement, les magasins et le logement, les vestiaires, la caisse. À leur tour, ces sections étaient

subdivisées en deux ramifications : l'une destinée au personnel du camp et l'autre aux détenus.

Le département V correspondait au service sanitaire (*Abteilung V Standortarzt*) qui s'occupait prioritairement de la santé des SS affectés au camp, gérait la pharmacie et la sélection des détenus aptes au travail (à Maidanek et Auschwitz en particulier, cela signifiait la sélection pour les chambres à gaz). Il organisait et réalisait les expériences médicales et gérait la présence des infirmiers SS dans les infirmeries pour les prisonniers du camp.

En 1942, un département VI a été détaché du département I destiné à l'administration et à la tutelle du personnel SS. Son objectif principal en plus de l'administration était l'organisation de manifestations culturelles pour le personnel SS (des concerts, des comédies, des compétitions sportives, etc.) sans oublier l'endoctrinement idéologique.

3. LES HIÉRARCHIES INTERNES AUX *PROMINENTEN*

Cette brève synthèse du modèle organisationnel, généralisé à tous les *Lager* après Dachau, permet de comprendre à quel niveau et dans quel secteur la délégation de pouvoir aux prisonniers fut effective¹¹. Étant donné que tous les ordres d'un membre des SS, quel que soit son grade, devaient être exécutés sur le champ, sans la moindre réserve, les autorités des *Lager*, dès 1938 et systématiquement par la suite, ont commencé par nommer un prisonnier responsable de l'exécution du règlement et de tous les ordres donnés dans le camp. Ainsi, le personnage du *Lagerälteste* prenait forme, en parallèle avec celui du *SS-Lagerführer* (du département III). Le doyen du camp, selon l'extension du *Lager* et du nombre de déportés pouvait profiter de quelques collaborateurs, mais il se pouvait aussi que les autorités nomment plusieurs *Lagerälteste* avec différents pouvoirs sur des secteurs divers du même camp. Toujours dans le département III, le prisonnier qui s'acquittait de tâches en parallèle à un SS du bloc d'habitation était appelé *Blockälteste* (doyen du bloc); il était choisi par le *Lagerälteste* et confirmé dans sa fonction par les SS; il avait le devoir de faire respecter l'ordre, la discipline et de contrôler la bonne exécution des instructions et du règlement de la part de tous les détenus du baraquement. Si le lieu d'habitation était subdivisé en chambres (*Stuben*), chaque *Blockälteste* pouvait avoir recours à l'aide d'un ou de plusieurs *Stubenälteste* ou *Stubendienst* (service de chambrée).

Si nous passons maintenant à la section IIIa du département III, nous découvrons que le parallèle du *Kommandoführer* SS était le Kapo¹², cela revient à dire que le prisonnier est responsable d'une équipe de travail. À son tour, le Kapo, justement à cause de la taille de son équipe et des tâches opérationnelles à accomplir dans la journée, pouvait disposer d'un ou de plusieurs *Unterkapo*, c'est-à-dire des prisonniers responsables de sous-équipes de travail.

Le prisonnier ordinaire était donc à la merci des *Blockälteste* et des Kapo.

Pourtant, la liste des « dignitaires » privilégiés du *Lager* ne se limitait pas à ces

personnes-là. Le département IV, dédié entre autres aux services administratifs et le département II, c'est-à-dire la section politique gouvernée par la Gestapo et par le SD, étaient le lieu où l'on employait le plus de *Schreiber*, c'est-à-dire de détenus faisant office de secrétaire et de qui on exigeait une parfaite connaissance de la langue allemande. Il y avait aussi les *Blockschreiber*, c'est-à-dire les détenus responsables de la comptabilité des prisonniers à chaque appel et qui répondaient directement aux *Rapportführer* SS. Le même poste de détenu secrétaire existait également dans le département IIIa, pour garantir le service d'attribution de main-d'œuvre aux travaux prévus dans le camp et auprès des sociétés privées SS qui exploitaient les esclaves au travail. Ces *Schreiber* tenaient et mettaient à jour les fiches des détenus et assignaient ceux-ci aux diverses équipes opérationnelles. On comprend dès lors, au travers de ces quelques remarques, l'importance de leur rôle pour la protection et le salut individuel de prisonniers ou de groupes entiers. Dans un travail à l'intérieur ou à l'extérieur, qu'il soit lourd ou léger, cela pouvait changer l'espérance de vie de chaque interné. Leur travail était moins visible et moins cruel que celui du Kapo, mais tout aussi déterminant et terrible. Souvent, après 1939, la fonction de *Schreiber* fut confiée aux politiques qui usaient de leur pouvoir pour protéger les noyaux naissants de résistance internes aux *Lager* ou des personnalités de renom au niveau religieux, culturel ou politique. Ils favorisaient les fugues ou recueillaient les nouvelles sur les crimes commis dans le camp, et allaient jusqu'à l'application de véritables peines de mort comme formes de vengeance ou d'avertissement adressées à celui qui était trop assidu au devoir de collaboration avec les SS. À ces prisonniers « privilégiés » qui avaient plus ou moins droit de vie ou de mort sur leurs propres compagnons d'infortune, venaient s'ajouter les interprètes (*Interpreten*) et les porteurs d'ordres (*Läufer*) qui, comme le suggère David Rousset¹³, pouvaient être assimilés au troisième niveau de la bureaucratie du camp. Pour eux aussi, particulièrement pour les interprètes (qui, dans des systèmes concentrationnaires complexes comme Auschwitz, constitués par de nombreux camps et camps secondaires et par des prisonniers provenant de toutes les parties d'Europe sélectionnés pour un travail d'esclave dans des sociétés privées SS, avaient un chef interprète pour le camp des femmes et un pour celui des hommes), il était possible de procéder à des actions de protection ou de punition envers d'autres détenus¹⁴.

Ensuite, si nous faisons référence à cette partie du département IV qui avait en charge les services administratifs (notamment l'approvisionnement, les cuisines, etc.), nous trouvons un bon nombre de Kapos assignés aux services de cuisine. Il s'agit d'une équipe de travail privilégiée à deux niveaux : l'une pour être dans une zone protégée des intempéries, surtout l'hiver et l'autre, pour être au contact de la nourriture et d'avoir la possibilité d'en mettre de côté (pour soi et pour d'autres). Les services de cuisine étaient conduits par un *Küchenkapo*, un prisonnier « disposant d'une influence souvent décisive, ayant autour de lui une clientèle nombreuse, recrutée parmi les hauts et moyens bureaucrates¹⁵ » et qui était responsable non seulement d'un groupe conséquent de cuisiniers, de boulangers, etc., mais aussi responsable de

la comptabilité et de la distribution de la nourriture.

Si l'on regarde le département V qui comprend le service sanitaire, il faut noter qu'à l'infirmerie des détenus (*Revier*), une fonction importante était réservée aux prisonniers médecins ou paramédicaux qui travaillaient aux côtés des infirmiers SS, souvent incapables d'exercer leur rôle de soigneur, en raison d'absence de médicaments et de conditions d'hygiène déplorables. Ces prisonniers étaient en mesure de substituer les morts aux vivants, de proposer des admissions ou des sorties, même s'ils n'avaient pas de vrai pouvoir de décision. Au *Revier* aussi (un lieu de travail souvent considéré comme l'antichambre de la mort ou des chambres à gaz), un *Kapo* avait le choix de ses décisions, à soumettre à l'approbation de l'autorité SS. Pourtant, même s'il pouvait être tout autre qu'un médecin ou un paramédical (dans certains cas, c'était des maçons, des bouchers, des blanchisseurs, etc.), il exerçait un immense pouvoir, surtout pour protéger ces détenus qui constituaient le maillage interne de résistance, ou pour soustraire quelques détenus politiques à la lutte intestine pour le pouvoir à l'intérieur d'un bloc ou d'une équipe de travail. « Quand les luttes de factions [par exemple entre verts et rouges] éclataient, le *Revier* pouvait organiser la liquidation rapide et discrète de l'adversaire¹⁶ » ou sa protection. Une fonction identique, et nous sommes toujours dans le cadre des « services sanitaires », peut être occupée par le *Kapo* du Krematorium (chargé de surveiller le dépouillement des cadavres, y compris la récupération des dents en or, des cheveux, etc.) qui peut aider à protéger un détenu en l'échangeant avec un qui est déjà mort et en changeant les identités.

Pour compléter notre tableau synthétique, le département I comme le département II se servent de détenus employés et de secrétaires pour toutes les tâches bureaucratiques du commandant du camp et de la police. Ceux-ci ont toujours été des lieux privilégiés pour des *Häftlinge* (les prisonniers) politiques cultivés, étant propices aux rencontres entre les autorités du camp et les SS, et donc des lieux d'information précieux pour la résistance interne.

4. LE CAS DES SONDERKOMMANDO

Dans les camps d'extermination nazis, il y avait aussi une équipe spéciale de prisonniers chargés des chambres à gaz et des fours crématoires, les *Sonderkommando*, qui vivaient séparés des autres détenus et qui étaient souvent éliminés après un certain nombre d'opérations d'extermination, pour que le secret de la solution finale soit gardé¹⁷. Le Juif du *Sonderkommando* qui assassine le Juif, victime innocente comme lui du nazisme. Ainsi, sous le signe de la faute, sous le couvert du tabou du frère qui conduit son frère vers la mort, on a lu pendant longtemps l'histoire de ces hommes des équipes spéciales des fours crématoires. D'ailleurs, Primo Levi les appelle « les corbeaux noirs du four crématoire », et c'est à eux qu'est réservé depuis plus de cinquante ans un jugement moral bien pire que celui exprimé envers leurs compagnons d'infortune devenus *Kapos* ou policiers dans les ghettos.

Aujourd'hui, nous savons que le comportement de ces jeunes hommes ne peut être jugé sur la base des critères moraux de la société civile. Ils travaillaient sous l'atroce et permanente menace de mort à l'ombre d'une violence paralysante. Pour cette raison, ce furent des martyrs. Leur révolte (survenue le samedi 7 octobre 1944 dans le couloir du four crématoire III) fut un véritable acte de rébellion et pourtant aucun prisonnier « tant parmi les détenus non Juifs que parmi les détenus organisés en réseau de résistance interne au camp d'Auschwitz » ne leur a porté secours¹⁸. Depuis longtemps, en fait, les hommes du *Sonderkommando* avaient essayé de convaincre la résistance interne du camp de fomenter une révolte généralisée, surtout au printemps 1944, avec l'arrivée des Juifs hongrois. Malheureusement, sourds au problème de l'extermination imminente d'une masse énorme de déportés, les chefs des « groupes de combat d'Auschwitz » restèrent fidèles à leur programme de déchaîner un soulèvement général uniquement à l'approche des libérateurs.

5. ENTRE COLLABORATION ET RÉSISTANCE

Le *Lagerältester*, le *Kuchekapo*, le *Kapo* du *Revier*, une poignée de fonctionnaires de la *Schreibstube*, de la *Politische Abteilung*, de l'*Arbeitsinsatz*, et le chef de l'*Arbeitsstatistik*, atteignirent les sommets de la bureaucratie concentrationnaire. Les chefs des Blocs, le personnel dirigeant du *Revier*, les *Kapos* des magasins, les hauts fonctionnaires des bureaux de police et les *Kapos* [des équipes de travail] forment les cadres fondamentaux, les assises de l'aristocratie des camps. Les chefs de chambre, les *Vorarbeiter*, les policiers, tous les petits fonctionnaires, les *Stubendienst*, constituent la large base de la bureaucratie, écrit Rousset¹⁹.

Et dans les grandes lignes, son analyse est exacte parce que les commandos des *Lager*, au fur et à mesure que la guerre réclamait de plus en plus d'Allemands sur le front, confiaient aux détenus des tâches toujours plus vastes en matière disciplinaire aussi bien qu'administrative. Les fonctionnaires « verts » finirent par s'entourer de laquais et de gardes du corps qui les protégeaient et qui les aidaient dans leur trafic, jusqu'à exaucer les désirs personnels, voire sexuels qui leur étaient demandés²⁰. À la différence d'un système d'autogouvernance, ce deuxième niveau de délégation de pouvoir n'était pas reconnu par les autorités du camp et, pour cela, il mérite d'être souligné parce qu'il jette un éclairage très inquiétant sur les dynamiques internes à la société des détenus. Le choix des favoris de la part du notable, à n'importe quel moment, pouvait engendrer des privilèges de toutes sortes et éclater en abus de pouvoir ou sombrer dans la répression. Toutefois, le pouvoir absolu (même délégué) sur ses propres compagnons d'emprisonnement ne signifie pas seulement la possibilité de tuer ou d'agir avec un maximum de violence. Pour cette raison, la façon dont Hannah Arendt rend compte de la formation de la hiérarchie entre détenus ne semble pas très fondée : « l'administration était aux mains des détenus criminels qui représentaient encore en 1940 l'aristocratie des camps²¹ » et elle ajoute plus loin : « on ne trouve pas un seul cas où une fonction ait été attribuée à un détenu *innocent*. » Cette

image n'est qu'en partie vraie et c'est un lieu commun que l'on rencontre largement dans la littérature concentrationnaire. En Italie, par exemple, on a véhiculé cette image notamment par le film de Gillo Pontecorvo *Kapo* (une production franco-italienne de 1960). Comme le rappelle Sofsky, « l'organisation d'autogouvernance des détenus politiques [les triangles rouges] n'était pas formée par des collaborateurs du régime concentrationnaire, mais par ses adversaires camouflés²². » Un grand nombre d'entre eux, comme le raconte Liblau²³, s'adapta aux mécanismes de la délégation et se transforma en êtres violents et sadiques. D'autres encore défendirent plus que quiconque leurs propres compagnons de parti, donnant vie à de véritables noyaux de sous-pouvoir dans l'unique but de la conservation du groupe. Beaucoup d'autres par contre (et c'est très significatif, à ce propos, qu'il n'existe pas encore d'histoire qui raconte le *Lager* du point de vue des diverses formes d'autogouvernance des détenus²⁴) assumèrent ces tâches et les délégations de pouvoir qui en découlent, pour réaliser, au risque de leur vie, toute forme possible de résistance à l'intérieur du camp et sauver ainsi un nombre maximum d'êtres humains.

6. LE CAS DES KAPOs DE BUCHENWALD

À ce propos, un cas particulier concerne le débat ouvert en Allemagne, à partir de 1994, sur le rôle des communistes ayant des fonctions de Kapo au sein du camp de Buchenwald²⁵. Tandis que Kogon et Langbein²⁶ attribuaient aux détenus politiques et à l'organisation clandestine des communistes du *Lager* (qui étendait son pouvoir à de nombreux Kapos du triangle rouge) le mérite d'avoir érigé « un mur de séparation élastique » et un « mur impénétrable » capable de protéger (même si c'est tout relatif) les détenus des SS. À propos de la milice protectrice du *Lager* (*Lagerschutz*) créée par les détenus communistes en 1942, ils parlent d'un « rideau invisible capable de maintenir un ordre contre les SS ». Niethammer, quant à lui, cherche à démontrer que les Kapos communistes, eux aussi, « seraient passés sur des cadavres de leurs compagnons sans problème. » En particulier, dans le matériel documentaire annexe au livre, on retrouve les accusations prononcées dans l'après-guerre contre Erich Reschke, premier Kapo pendant des années à Buchenwald, et contre Ernst Busse, un autre Kapo affecté pendant longtemps à l'hôpital pour les prisonniers, tous les deux condamnés à la réclusion à perpétuité pour des crimes contre l'humanité. Dans tout cela, cependant, on omet de dire que le procès qui eut lieu à Berlin le 27 février 1951 fut conduit selon les procédures typiques du stalinisme, sans droit à la défense pour les inculpés.

Toujours selon Niethammer, les communistes de Buchenwald militant dans les cellules illégales de résistance définies comme « soutien du parti de la classe des Kapos²⁷ », et assurant des fonctions spécifiques dans l'administration interne, auraient convertis ces cellules en « structures mafieuses » dont l'existence consolidait les « avantages matériels de l'économie des privilèges ». Au contraire de tout ce qu'avaient tenté de démontrer Kogon et Langbein, le travail mené par Niethammer cherchait à souligner à quel point il a manqué aux Kapos communistes toute « forme

fondamentale de solidarité humaine ». À un endroit dans le texte, il ne manque pas de faire référence aux kapos triangles rouges comme à des « petits Staline²⁸ » qui auraient enseigné aussi aux triangles verts comment organiser le crime dans le *Lager*. Pourtant, malgré le poids de ces accusations, surtout fort peu étayées, l'ouvrage de Niethammer ne peut pas ne pas confirmer une donnée historique : les Kapos triangles rouges de Buchenwald, justement grâce à l'organisation clandestine des militants communistes, « ont été en mesure d'imposer une discipline qui a réduit les dangers inhérents à la quotidienneté des *Lager* » et ils ont sauvé de nombreuses vies²⁹. Peut-être, à propos des Kapos qui assumaient cette charge comme s'ils étaient des membres de la résistance interne, faut-il rappeler la constatation faite par l'Espagnol Jorge Semprun, déporté à Buchenwald, quand il affirme que les détenus ayant des fonctions de kapo étaient souvent appelés à prendre des décisions sur des questions auxquelles même Dieu n'aurait jamais voulu se trouver confronté.

Depuis les luttes intestines entre verts et rouges pour assurer le contrôle de certains secteurs du camp, jusqu'aux choix héroïques de beaucoup d'internés privilégiés qui, grâce à leur position réussirent à organiser des révoltes, des sabotages, des fuites ou des actions protectrices pour les détenus, massivement mises en œuvre au moment de la libération des camps, lorsque les commandants auraient dû éliminer chaque prisonnier encore en vie avant l'arrivée des Alliés, toutes ces actions, pour la plupart méconnues, pourraient donner lieu à un récit fait d'histoires individuelles et collectives. Elles parlent non seulement de la *zone grise* présente à l'intérieur de la société concentrationnaire, ou de la misère des êtres humains corrompus par la violence subie et contraints à devenir des carnassiers à leur tour envers leurs compagnons, sans pour autant modifier leur condition de victime, mais elles restituent des vies lumineuses qui peuvent encore aujourd'hui donner lieu à l'espérance d'une rémission, afin que dans la honte éprouvée pour l'horreur, il puisse s'y trouver l'espace de résister.

Traduit de l'italien par Catherine Petitjean

NOTES

- ¹ Discours de Himmler aux Généraux de la Wehrmacht le 21 juin 1944 à Sonthof, archives de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich, MA 315Bl. 3949 f.
- ² Wolfgang Sofsky, *L'Organisation de la terreur. Les camps de concentration* [1993], traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Paris, Calmann-Lévy, 1995, p. 163.
- ³ En réalité, Dachau ne fut pas le premier camp de concentration nazi, d'autres endroits de réclusion, réservés aux opposants politiques et aux subversifs, déjà appelés Lager, avaient été ouverts dans le but d'alléger la charge des détenus des prisons: par exemple à Nohra, Lugau, Plau, Hohenstein, Königstein-Heuberg, Oranienburg et dans d'autres villes encore, mais il s'agissait de lieux aménagés provisoirement et destinés à être fermés à court terme, ce qui n'était pas le cas de Dachau. Cf. Klaus Drobisch, Günther Wieland, *System der NS-Konzentrationslager 1933-1939*, Berlin, Akademie-Verlag, 1993.
- ⁴ Stanislav Zámečník, *C'était ça Dachau 1933-1945*, op. cit., p. 52-53.
- ⁵ Les modifications apportées au premier modèle administratif et organisationnel furent assez peu nombreuses jusqu'en 1942, moment où fut institué le Bureau central économique-administratif des SS (c'est-à-dire le SS-WVHA) et qui incorpora l'Inspection des Camps des Concentration le 3 mars de la même année sur ordre de Himmler. Le WVHA était composé de cinq bureaux, (A, B, C, D et W) dont le plus important pour les camps était le D, dont le directeur était aussi l'inspecteur général des camps. Pour l'évolution des camps et des entreprises économiques SS, le bureau W sera aussi très important, dirigé par l'*Obergruppenführer* SS Oswald Pohl. Pour des informations plus approfondies sur la structure organisationnelle, voir Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe* [1985], traduit de l'anglais par Marie-France de Paloméra et André Charpentier, Paris, Arthème Fayard, 1988.
- ⁶ Stanislav Zámečník, *C'était ça Dachau 1933-1945*, op. cit., p. 52-53.
- ⁷ Rappelons que les camps d'extermination de Chelmno, Belzec, Sobibor et Treblinka ont échappé à ce modèle. Deux autres centres d'extermination, Auschwitz et Maidanek, avaient une structure mixte parce qu'ils comportaient en leur sein à la fois un camp de travail et un camp d'extermination. Pour approfondir le sujet, cf. Ulrich Herbert, Karin Orth, Christoph Dieckmann, *Die nationalsozialistischen Konzentrationslager*, Göttingen, Wallstein, 1998.
- ⁸ Pour l'organigramme et l'évolution du RSHA, cf. Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, op. cit.
- ⁹ Au poste de chef de bloc des Lager pour femmes, il y avait les *Blockführerin*, c'est-à-dire des surveillantes féminines.
- ¹⁰ Ou encore *Komandoführerin*, pour les équipes de travail de femmes.
- ¹¹ Les écarts de ce modèle dus aux seuls commandants et aux différenciations de catégorie et de typologie du Lager, ne semblent pas substantiels, ou du moins, ils ne modifient pas l'implantation du modèle organisationnel tel qu'il avait été établi, même s'il y eut des effets qui ont rejailli sur la vie des détenus. Pour pouvoir en rendre compte de façon exhaustive, il serait nécessaire de reconstituer l'évolution du système concentrationnaire nazi et d'introduire les différenciations mises en évidence par chacun des Lager. Pour une étude de référence pour ce type d'analyse, qui se réfère aux camps de concentration où furent pratiquées surtout les déportations politiques, on pourrait citer l'ouvrage de Olga Wormster-Migot, *Le système concentrationnaire nazi (1933-1945)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1968. Pour ce qui concerne la déportation qualifiée de raciale, (les Juifs, les Tsiganes, les Soviétiques, etc.), Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, op. cit., surtout le long chapitre qui traite des camps d'extermination. Pour la déportation de main-d'œuvre, voir *Spostamenti di popolazioni e deportazioni in Europa, 1939-1945*, Bologne, 1987, Cappelli. Et si l'on veut se référer particulièrement à la main-d'œuvre d'origine italienne, il faut consulter Brunello Mantelli, *Camerati di lavoro*, Florence, 1992, La Nuova Italia. Quant aux Lager réservés aux prisonniers de guerre, on peut lire Gerhard Schreiber, *I militari italiani internati nei campi di concentramento del Terzo Reich 1043-1945*, Rome, 1992, Bureau d'Histoire de l'État Major de l'Armée; Gabriele Hammermann, *Gli internati militari italiani in Germania 1943-1945*, Bologne 2004, Il Mulino; Nicolas La Bance (éd.) *Fra sterminio e sfruttamento, militari internati e prigionieri di guerra nella Germania nazista 1939-1945*, Florence, les Lettere, 1992. Enfin, les données quantitatives et typologiques peuvent être trouvées dans: Gudrun Schwarz, *Die nationalsozialistischen Lager*, Frankfurt am Main 1996, Fischer Taschenbuch; Gustavo Ottolenghi, *La mappa dell'inferno*, Varese 1993, Sugarco.

- ¹² En ce qui concerne l'origine du mot *Kapo*, dans un rapport répertorié du 15 mai 1945 par le colonel Marcel Albert (cit. dans O. Wormser-Migot, *Le système concentrationnaire*, op. cit., p. 480 sq.), le responsable du secours aux déportés dans la région de Bremen (Nord-ouest de l'Allemagne), il est suggéré que le mot est une abréviation de *Kameradchaftspolizei*. La même déduction a été faite par les historiens du camp d'Auschwitz. Cette étymologie suggère que le mot a été créé par les détenus eux-mêmes et probablement ceux du triangle rouge (les communistes) face aux premiers collaborateurs qui étaient des Allemands opposés au régime, parce que dans le cas contraire cela ne justifierait pas le mot *Kameraden* (compagnon, bien que dit avec une pointe d'ironie). De même dans le cas de Kapos criminels ou associatifs (triangles verts ou noirs), le mot pourrait être justifié. D'autres hypothèses proposent pour le mot Kapo le diminutif de *Kaporal* ou du mot italien *capo*, parce que le mot a été utilisé pour désigner des prisonniers qui avaient des tâches de surveillants des équipes de travail. Parmi ceux qui soutiennent cette idée, on retrouve Hans Marsalek, un déporté devenu historien de la déportation qui affirme dans son essai sur Mauthausen (éd. La Pietra, 1977), que le mot Kapo est dérivé du mot « capomastro » et fut introduit en Bavière dans les années 1930 par des ouvriers italiens qui travaillaient à la construction des routes. Par la suite, avec l'avènement du nazisme, le mot fut adopté à Dachau puis dans les autres camps (étant donné que Dachau a été une école non seulement pour les gardiens, mais aussi pour les commandants des autres camps).
- ¹³ David Rousset, *L'Univers concentrationnaire* [1947], Paris, éd de Minuit, 1965, chap. XIII.
- ¹⁴ Voir par exemple l'histoire de Mala Zimetbaum, une jeune Juive polonaise devenue très rapidement, grâce à sa connaissance des langues, interprète du camp des femmes d'Auschwitz-Birkenau, morte par pendaison le 15 septembre 1944 pour avoir tenté de fuir et avoir aidé de nombreuses déportées à s'échapper de la chambre à gaz (cf. Gérard Huber, *Mala*, Paris 2006, éd. du Rocher).
- ¹⁵ David Rousset, *L'Univers concentrationnaire*, op. cit., p. 125.
- ¹⁶ *Ibid.*, p. 92.
- ¹⁷ Il serait trop long de s'attarder ici sur le *Sonderkommando*. Pour approfondir la question, cf. Philippe Mesnard, Georges Bensoussan et Carlo Saletti, eds, *Des voix sous la cendre. Les Manuscrits enfouis des Sonderkommando* (réédition du recueil de la Revue d'Histoire de la Shoah n° 170, 2001), Paris, Calmann-Lévy et Mémorial de la Shoah, 2005.
- ¹⁸ Gideon Greif, « La tragédie des hommes du *Sonderkommando* », in *Des voix sous la cendre*, op. cit., p. 293-303.
- ¹⁹ David Rousset, *L'Univers concentrationnaire*, op. cit., p. 137-138.
- ²⁰ Wolfgang Sofsky, *L'Organisation de la terreur*, op. cit., p. 190.
- ²¹ Hannah Arendt, « Social Science Techniques and Study of Concentration Camps », *Jewish Social Studies*, 12/1, New York, 1950, p. 49-64. Et aussi in *Auschwitz et Jérusalem*, Paris, Deuxième Tierce, 1991, p. 203-215.
- ²² Wolfgang Sofsky, *L'Organisation de la terreur*, op. cit., p. 191.
- ²³ Charles Liblau, *Il Kapo d'Auschwitz*, Torino, Einaudi, 2007.
- ²⁴ Des essais historiques ou historico-sociologiques où l'argument est traité de manière attentive mais non systématique sont: Wolfgang Sofsky, *L'Organisation de la terreur*, op. cit., chapitres X et XI; Olga Wormser-Migot, *Le système concentrationnaire*, op. cit., chapitre III; Hermann Langbein, *...Nicht wie die Schafe zur Schlachtbank, Widerstand in den nationalsozialistischen Konzentrationslagern 1938-1945*, Francfort, Fischer Taschenbuch, 1980, chap. III et IV, Eugen Kogon, *Der SS-Staat. Das System der deutschen Konzentrationslager*, Hamburg, Hoffman und Campe, 1978; alors que les considérations de caractère moral se trouvent au chapitre II de l'essai de Primo Levi, *Les Naufragés et les rescapés* [1986], Paris, Gallimard, 1989 et dans l'essai de David Rousset, cité à plusieurs reprises, *L'Univers concentrationnaire*, au chapitre XII. Ce vide substantiel de l'histoire des Lager nazis (même s'il est tout à fait vrai que dans les monographies des camps individuels, il y a toujours un chapitre consacré au sujet) nous empêche d'avoir un regard sur la société concentrationnaire dans sa complexité, à partir des témoignages et des histoires « des détenus privilégiés » et d'une étude sur les divers aspects de la délégation de pouvoir par rapport à l'usage que les détenus des autres camps en ont fait eux-mêmes. Ce phénomène est similaire au silence, jusque dans les années 1990, sur le rôle des *Sonderkommando* dans les camps d'extermination, considérés dans l'immédiat après-guerre uniquement comme des criminels ou du point de vue du collaborationnisme.
- ²⁵ Cf. Lutz Niethammer (éd) avec la collaboration de Karin Hartwig et alii, *Der « gesäuberte » Antifaschismus. Die SED und die roten Kapos von Buchenwald. Dokumente*, Berlin, Akademie Verlag, 1994.
- ²⁶ Eugen Kogon, *Der SS-Staat*, Munich, Kindler, 1977; Hermann Langbein, *... Nicht wie die Schafe zur Schlachtbank*, op. cit.

²⁷ Lutz Niethammer, *Der « gesäuberte » Antifaschismus*, op. cit., p. 48.

²⁸ *Ibid.*, p. 39.

²⁹ *Ibid.*, p. 58.